

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Centre Est Valorisation CHABEUIL**

Les Martingales

Parlanges

26120 PARLANGES

Références : 20240410-RAP-DAEN0363

Code AIOT : 0006102530

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est Valorisation CHABEUIL implanté Les Martingales Parlanges 26120 Chabeuil. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Est Valorisation CHABEUIL
- Les Martingales Parlanges 26120 Chabeuil
- Code AIOT : 0006102530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 modifié, la société SUEZ RV Centre Est Valorisation est autorisée à exploiter à CHABEUIL, quartier les Martingales, au lieu-dit « Parlanges », un centre de tri-traitement-valorisation de déchets d'activité économique. Les principales activités

exercées dans ce site sont :

- la gestion de déchets de bois A et B ;
- le démantèlement de packings ;
- le tri simple de déchets d'activités économiques ;
- Et depuis peu, la gestion de torons en provenance de papeteries.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.4.2 et 6.5.2.5	Avec suites, lettre de suite	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 414	/	Demande d'action corrective	6 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Valorisation énergétique des déchets de bois broyés	Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.5.1 et 4.5.2	Sans objet
6	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
8	Unité de valorisation de torons et stocks associés - Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'opération coup de poing régionale sur la thématique des rejets aqueux. Deux non-conformités ont été relevées concernant le plan des réseaux qui nécessite des compléments et la présentation de justificatifs sur les points de prélèvement, ceux-ci

n'étant pas accessibles le jour de l'inspection.

Dans les suites de l'inspection précédente, l'étude des documents fournis par l'exploitant a été réalisée. Ceux-ci sont insuffisants pour lever totalement la non-conformité et un justificatif complémentaire concernant le débit disponible en instantané sur l'ensemble des poteaux incendie servant à assurer la défense incendie est à apporter.

Enfin, dans le cadre de la nouvelle activité de valorisation des torons, la procédure permettant d'assurer la traçabilité du volume journalier de déchets de bois broyés faisant l'objet d'une valorisation énergétique et le respect du volume maximal fixé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28/11/2023 est à mettre en place.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.4.2 et 6.5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : - d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (...), - d'extincteur à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, - d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. - De poteaux d'incendie normalisés répartis à proximité de l'établissement (au moins 3). - de 2 forages propres à l'établissement équipés pour alimenter le site en eau d'extinction.</p> <p>En complément aux dispositions du paragraphe 6.4.2 ci-dessus, les zones de risques incendie comporteront au moins : - des robinets d'incendie armés normalisés permettant de couvrir l'ensemble ds zones installés près des accès. Les RIA pourront être remplacés par des extincteurs à poudre sur roues de 150 kg (ou équivalent) ; - des extincteurs à poudre (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 55 B pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger, – un extincteur à poudre sur roue de 50 kg (ou équivalent) par 1000 m<sup>2</sup> à protéger et par niveau d'au moins 250 m<sup>2</sup></p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat précédent suite à la visite d'inspection du 17/11/2022 :</u> L'exploitant présente à l'inspection 2 rapports de contrôle du site réalisés par la société CHUBB le 15 septembre 2022, l'un portant sur les extincteurs, l'autre sur les RIA. Lors de la visite du site, l'inspection s'est assurée sur quelques extincteurs et RIA, que la date de</p>

contrôle inscrite était bien à jour.

Un poteau d'incendie se trouve à l'intérieur du site. L'exploitant explique qu'il est relié au réseau public par le Nord. Il a été contrôlé avec succès le 18 juillet 2022 : 80 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Pour ce qui concerne les 3 poteaux incendie situés à l'extérieur du site, l'inspection demande si leurs caractéristiques ont été contrôlées récemment. Quelques jours après l'inspection, l'exploitant précise qu'il s'est rapproché du gestionnaire : Celui-ci lui a précisé que le dernier contrôle des débits de ces 3 poteaux incendie a été réalisé en mars 2022 et qu'il conduit à des résultats très proches du contrôle réalisé en février 2015.

L'exploitant communiquera sous un mois à l'inspection le document de contrôle correspondant.

L'exploitant précise aussi qu'il dispose désormais d'une berce de 6 m<sup>3</sup> avec une motopompe associée. Ce nouvel équipement est à considérer comme complémentaire, il semble constituer l'équivalent d'un RIA.

Par contre, le site ne dispose pas de forages dans son établissement, équipés pour alimenter le site en eau d'extinction.

L'inspection constate cet écart par rapport aux exigences figurant dans l'arrêté préfectoral. Un contrôle des besoins en eau incendie et des ressources disponibles est donc à effectuer pour s'assurer que la situation existante est bien satisfaisante.

L'exploitant précise qu'il a prévu de le faire dans le cadre du dossier de porter à connaissance relatif au projet de traitement de torons provenant de papeteries déjà évoqué ci-avant, qui sera présenté dans un délai maximal de 15 jours.

Une actualisation des prescriptions préfectorales applicables au site pourra alors être réalisée.

#### Constat :

Le 20 janvier 2023, l'exploitant a communiqué le rapport de contrôle des trois poteaux incendie situés à proximité du site réalisé en mars 2022 par le Syndicat des Eaux de la Plaine de Valence.

Dans le cadre du porter à connaissance du projet torons, les besoins en eau en cas d'incendie ont été vérifiés. Ils ont été estimés à 270 m<sup>3</sup>/h. Pris individuellement, les trois poteaux incendie extérieurs auxquels s'ajoute le poteau d'incendie intérieur permettent théoriquement de répondre à ces besoins (débit total de 344 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar). Un essai en simultané des quatre poteaux incendie est nécessaire afin de vérifier que le débit disponible en instantané est bien à minima de 270 m<sup>3</sup>/h.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir un essai de débit simultané sur les quatre poteaux incendie permettant d'assurer la défense incendie du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 2 : Schéma des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 414

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Article 4 :

<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>[...]</p> <p>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf article 14) ;</p> <p>[...]</p> <p>Article 14 :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux date du 02/03/2011. Il a été réalisé sous format informatique et fait la distinction entre eaux vannes, eaux pluviales de voirie et eaux pluviales de toiture. Les équipements suivants sont à rajouter ou à matérialiser de façon plus claire et avec l'ensemble des regards présents sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vannes ;</li> <li>• débourbeurs / déshuileurs ;</li> <li>• puits d'infiltration ;</li> <li>• points de prélèvement.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan des réseaux conformément au constat ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement pour les contrôles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et</p>

<p>des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets surveillés sont les eaux pluviales de voirie. Les points de prélèvement se situent dans des regards à l'aval des débourbeurs / déshuileurs. Ne disposant pas d'un moyen d'ouvrir les regards, ils n'ont pas pu être inspectés. Il est cependant à noter que les prestataires réalisant les prélèvements annuels n'ont jamais émis de remarques sur des difficultés éventuelles de prélèvement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir des photographies des points de prélèvement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE pour rejet dans le milieu naturel			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.			
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)			
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)			
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l			
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l			
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)			
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l			
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l			
2 – Substances spécifiques du secteur d'activité			
(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/L si le rejet dépasse 0,5 g/j

Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/L
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1mg/L si le rejet dépasse 5g/j (dont Cr6+ : 50µg/L)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/L si le rejet dépasse 5g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/L
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/L si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/L si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/L si le rejet dépasse 20 g/j
[...]			
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/L
[...]			
<b>Constats :</b>			
Les rapports d'analyses de 2021 et 2022 (laboratoire AUREA Agrosiences) et 2023 (TERANA) ont été consultés. Les deux laboratoires sont bien accrédités COFRAC pour le prélèvement et les analyses d'eaux résiduelles. Les résultats sont conformes.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

#### N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.5.1 et 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C  - Dans les dispositifs d'infiltration La concentration en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 5 mg/L, concentration à déterminer selon la norme NFT 90114. [...]  <b>Constats :</b>  Les rapports d'analyses de 2021 et 2022 (laboratoire AUREA Agrosiences) et 2023 (TERANA) ont été consultés. Les deux laboratoires sont bien accrédités COFRAC pour le prélèvement et les analyses d'eaux résiduelles. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
<b>Constats :</b>  Les périodicités annuelles sont bien respectées et les prélèvements et analyses sont réalisés par un prestataire accrédité COFRAC pour les prélèvements et les analyses sur eaux résiduaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Valorisation énergétique des déchets de bois broyés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tonnage journalier maximum
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La partie valorisation énergétique des déchets de bois broyés s'élève au maximum à 37 t/jour : L'exploitant assure la traçabilité du respect permanent de cette contrainte. Le dépassement de cette limite est une modification notable au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Actuellement le tonnage journalier de bois broyé partant en valorisation énergétique est obtenu avec les éditions du pont bascule. Une réflexion est en cours sur l'automatisation d'exports permettant d'avoir un suivi quotidien de cette prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir la procédure permettant d'assurer la traçabilité du volume journalier de déchets de bois broyé faisant l'objet d'une valorisation énergétique et le respect du volume maximal fixé dans la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Unité de valorisation de torons et stocks associés - Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Activité de valorisation des torons - Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le chapitre suivant est ajouté à l'annexe à l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 :  « ACTIVITÉ DE VALORISATION DES TORONS  [...]  Détection d'incendie  Le local spécifiquement dédié à l'activité de traitement de torons et ses stocks associés est équipé d'un dispositif de détection d'incendie. Il est relié à une chaîne d'alerte. L'ensemble doit faire l'objet de contrôles et de tests à une fréquence justifiée.  Les équipements de détection d'incendie, d'alerte et d'intervention en cas d'incendie, sont au moins annuellement maintenus et contrôlés.  Les rapports de contrôle et les éléments de traçabilité des tests sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  Un dispositif de détection incendie a été mis en place sur l'ensemble du bâtiment. Celui-ci est maintenant équipé de quatre détecteurs de flammes triple IR au niveau de la zone de valorisation des torons et de onze détecteurs de flammes triple IR supplémentaires sur le reste du bâtiment. Elles sont raccordées à un système de sécurité incendie. Au-delà d'un seuil, le système de sécurité incendie envoie une alerte au télésurveilleur (société LTDI) qui appelle SUEZ selon une procédure d'alerte définie ("Chaîne d'alerte - Chabeuil"). Le dispositif de détection incendie a été réceptionné en décembre 2023 (DOE en date du 21/12/2023) avec la société DEF, en charge de l'installation du matériel et de son suivi. Chaque année, un exercice de mise en situation "Cessez le feu" est organisé par le groupe Suez. Les 59 extincteurs, les 13 robinets d'incendie armé et le poste d'incendie additivé font l'objet d'un contrôle visuel mensuel et d'un contrôle et d'une maintenance annuels (rapports d'intervention du 27/04/2023 consultés et rapports d'intervention du 15/09/2022 consultés dans le cadre de l'inspection du 17/11/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite